

Brochure n° 3041

Convention collective nationale

IDCC : 158. – **TRAVAIL MÉCANIQUE DU BOIS, DES SCIERIES,
DU NÉGOCE ET DE L'IMPORTATION DES BOIS**

AVENANT N° 28 DU 11 AVRIL 2019
À L'ACCORD DU 16 OCTOBRE 1987 RELATIF AUX CLASSIFICATIONS
ET AUX SALAIRES MINIMA AU 1^{ER} JUILLET 2019

NOR : ASET1951272M
IDCC : 158

Entre :
FNB ;
GPFFB ;
FFSL ;
FNIB ;
UNFFB ;
FABOMU ;
FNMIAMB ;
SNIELB ;
FIBRAGGLOS ;
SNAPB ;
FBT ;
SNCB ;
UFFEP,

D'une part, et
BATIMAT-TP CFTC ;
FG FO construction,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent accord s'applique aux activités suivantes :

	RÉFÉRENCE NAPE
Fabrication d'articles en liège	5408
Commerce de gros de liège et articles en liège	5907

	RÉFÉRENCE NAPE
Commerce de détail de liège et articles en liège	6422
Scieries relevant du régime de travail du ministère du travail	4801
Production de charbon de bois	4803
Parquets, moulures, baguettes	4804
Panneaux de fibragglos	4804
Poteaux, traverses, bois injectés	4804
Application de traitement des bois	4805
Emballages légers en bois, boîtes à fromage	4805
Tourets	4805
Articles de pêche (pour les cannes et lignes)	5402
Objets divers en bois (matériel industriel, agricole et ménager en bois, bois multiplis multiformes)	4807
Fibres de bois	4807
Farine de bois	4804
Fabrication de palettes	4805

À l'exclusion des entreprises dont l'activité principale est consacrée au travail du pin maritime dans les zones de la forêt de Gascogne.

Article 2

Salaires minima

La nouvelle grille de salaires minima est ainsi déterminée :

Salaires minima pour 151,67 heures.

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	À COMPTER DU 1 ^{ER} JUILLET 2019
I	AB	100	1 522
II	1 C	105	1 526
	2 D	110	1 537
III	1 E	115	1 547
	2 F	125	1 562
	3 G	135	1 589
IV	1 H	150	1 639
	2 I	170	1 746
	3 J	200	1 922

Article 3

Point d'ancienneté

À compter du 1^{er} juillet 2019, la valeur du point d'ancienneté est fixée à 6,20 €.

Article 4

Dispositions spécifiques. – Entreprise de 50 salariés

Les dispositions du présent accord sont applicables de façon indifférenciée à l'ensemble des entreprises relevant du champ d'application du présent accord.

Elles concernent donc de façon identique les entreprises de moins de 50 salariés et de 50 salariés et plus, afin de garantir à l'ensemble des salariés de la branche une situation uniforme compte tenu de la structure et de la taille des entreprises des secteurs d'activité concernés.

Article 5

Extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord.

Fait à Paris, le 11 avril 2019.

(Suivent les signatures.)